

Les incidences sur les facteurs énoncés englobent les incidences susceptibles de résulter de la vulnérabilité du projet aux risques d'accidents majeurs et aux catastrophes pertinents pour le projet concerné.

Lorsqu'un projet est constitué de plusieurs travaux, installations, ouvrages ou autres interventions dans le milieu naturel ou le paysage, il doit être appréhendé dans son ensemble, y compris en cas de fractionnement dans le temps et dans l'espace et en cas de multiplicité de maîtres d'ouvrage, afin que ses incidences sur l'environnement soient évaluées dans leur globalité. »

Il nous semble que le choix de réaliser une procédure commune pour ces différentes procédures administratives permet au public et à la MRAE de se pencher sur le fond du dossier et non sur les formes juridiques et administratives du dossier liées aux choix des Maître d'ouvrage. Par exemple, si nous avions dû scinder le dossier de DP MEC et le dossier de DAET, nous aurions dû avoir deux enquêtes publiques successives pour le même projet soumis à évaluation environnementale.

Le dépôt d'un dossier loi sur l'eau pour la réalisation de la piste de Cugne avant la fin d'année 2025 permet à la SEM de réaliser l'aménagement dès 2026. Concernant le dossier de dérogation à la protection des espèces protégées aucun délai réglementaire existe, ainsi nous sommes tributaires du timing de la DREAL et de la CNPN.

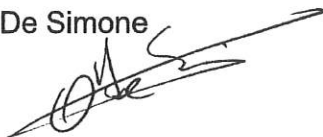
Concernant les PPVE et plus largement concernant tous nos dossiers, nous nous assurerons, bien entendu, de respecter le code de l'environnement et le code de l'urbanisme, nous étudierons précisément le cas des procédures soumises à PPVE.

Dressé en deux exemplaires originaux à Plancherine le vendredi 8 août 2025 par
Le Commissaire-enquêteur
Alain VINCENT

Remis en mains propres le samedi 9 août 2025 à
Monsieur Jacques ARNOUX, Maire de Val-Cenis,
Autorité Organisatrice de l'enquête publique réalisée à la demande de la SEM de Val-Cenis,
Maître d'ouvrage et porteur du projet de restructuration et de diversification du domaine skiable de Val-Cenis.

réponses validées par la Sem de Val Cenis et apportées par l'autorité organisatrice

le PDG, Olivier De Simone



Enquête publique portant sur réalisation de la tranche 2A de la seconde phase du programme de diversification et de restructuration du domaine skiable de Val-Cenis déposé par la SEM de Val-Cenis : DAET de remplacement des téléskis du Grand Coin et du Lac par un télésiège du Grand Coin,, DPMEC du PLU de Lanslebourg, Demande d'autorisation de défrichement, déposés par la SEM de Val-Cenis – Procès-verbal de synthèse des observations du public dressé par le Commissaire-enquêteur à la fin de l'enquête

CONTRIBUTION DE L' ASSOCIATION VIVRE ET AGIR EN MAURIENNE à l'enquête conjointe sur la COMMUNE DE VAL CENIS concernant

- la mise à jour N° 1 du projet de restructuration et de diversification du domaine skiable de Val-Cenis soumis à évaluation environnementale
- la Demande d'Autorisation d'Exécution des travaux du remplacement des téléskis du Lac et du Grand Coin par la construction du Télésiège du Grand Coin
- la déclaration de projet emportant mise en compatibilité N° 2 du PLU de Lanslebourg pour permettre la construction du Télésiège du Grand Coin, la correction de la piste de Cugne (ou Flambeau haut) et la construction d'une passerelle en hauteur
- le dossier de demande d'autorisation de défrichement pour le remplacement du télési du Grand Coin et le télési du Lac par le Télésiège du Grand Coin

PREAMBULE

L'association déclarée d'utilité publique Vivre et Agir en Maurienne existe depuis 1998. Dans son préambule, il est noté les orientations suivantes :

- préserver la qualité de l'eau, la nature, la biodiversité
- sortir du modèle de croissance économique actuel en réduisant la consommation des biens matériels, les déplacements, le gaspillage du foncier et des toutes nos ressources naturelles.
- sortir du "toujours plus", "toujours plus vite" et des valeurs consuméristes basées sur l'insatisfaction.
- contribuer à la construction d'une société durable, mondialement solidaire.....

HISTORIQUE

Le 11 avril 2025, sur invitation de M. Jacques Arnoux, Maire de Val Cenis, des membres de l'association Vivre et Agir en Maurienne se sont rendus dans les locaux de la SEM Parrachée-Vanoise pour écouter la présentation de la phase 2-A de restructuration du domaine skiable de Val Cenis.

Etaient présents : M. le Maire, M. le président et M. le directeur de la SEM et pour l'association : A. Collombet, O. Martin, X. Chantry et M. NORAZ

Nous remercions M. le Maire d'avoir pris la décision d'instaurer un dialogue avec notre association.

Cependant, nous aurions apprécié que **tous les termes du dossier** qui serait mis à l'enquête nous soient présentés. Ou, s'ils n'étaient pas connus à cette date, nous aurions apprécié d'être tenus au courant.

En effet, ce qui s'apparentait à une légère restructuration du domaine skiable s'avère, en fait, être des travaux lourds de conséquence environnementale et nécessite une DPEMC (déclaration de projet emportant mise en compatibilité) du PLU de Lanslebourg.

Nous nous sommes donc penchés sur les dossiers mis à l'enquête.

NOS QUESTIONS

1 - Phase 2-A ou/et Phase 2-B et 3 ?

Nous notons page 12 § 2 de l'Avis MRAE : Le dossier rappelle que..... En outre, il précise que "dans le cadre des demandes d'autorisations ultérieures des phases 2-B et 3, si au regard des évolutions du projet et des nouvelles données environnementales acquises, la ou les opérations projetées entraînent un risque d'incidence négative notable sur

l'environnement non identifiée dans la présente évaluation environnementale, alors cette dernière devra faire l'objet d'une nouvelle actualisation". Un nouvel avis de l'Autorité environnementale devra être sollicité à l'occasion de chaque actualisation de l'étude d'impact. Son avis sur la nécessité d'actualiser l'étude d'impact du projet d'ensemble... délibéré sous un mois, pourra être utilement sollicité.

Devons-nous comprendre que cette enquête publique ne concerne que la phase 2-A ? Cette précision serait utile pour une meilleure compréhension du dossier.

2 – Demande de dérogation à la protection des espèces protégées

Page 13 de l'avis de la MRAE, il est fait mention "d'un dossier de demande de dérogation à la protection des espèces protégées.... a été déposé le 27 février 2025 par la SEM de Val-Cenis. Cette autorisation nécessite l'avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN) non rendu à ce jour. Le dossier..... n'est pas joint au dossier contrairement à ce qui était annoncé dans l'étude d'impact initiale.

Cette mention de demande de dérogation apparaît aussi dans le Procès Verbal de reconnaissance de bois à défricher page 3 alinéa 4 : - fait l'objet d'un dossier de demande de dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces protégées.

Pourquoi ce dossier de demande n'est pas joint au présent dossier ?

Pouvons-nous connaître l'état d'avancement de cette demande de dérogation ?

NOS REMARQUES ET RESERVES

1 – Demande de dérogation à la protection des espèces protégées

Les mesures d'évitement, réduction compensation sont détaillées pages 25 à 31 de la réponse de la SEM à l'avis MRAE.

Pages 35 à 38 figurent les cartes de mise en défens.

De très nombreuses espèces protégées se trouvant dans le secteur (faune et flore) sont menacées par ce projet.

Il nous semble difficilement concevable qu'un réaménagement de domaine skiable, aussi pertinent soit-il, vienne perturber de manière aussi notoire, un si grand nombre d'espèces protégées.

2 – Rechauffement climatique - Réduction des gaz à effet de serre

Nous avons noté plusieurs avancées intéressantes de la station de Val Cenis pour diminuer les gaz à effet de serre et notamment le choix d'un appareil d'occasion à la place d'un appareil neuf, les réductions sur les forfaits liées à l'arrivée en train des touristes, la récupération de l'énergie.....

Nous sommes plus dubitatifs sur l'affirmation que la restructuration du domaine skiable n'apportera pas de clientèle supplémentaire mais favorisera simplement une meilleure répartition des flux. Même d'occasion, une remontée mécanique coûte cher et il existe 2 solutions pour la financer augmenter le prix du forfait ou augmenter le nombre de skieurs. La première solution n'est pas viable à terme. Nous ne pourrions pas continuer à augmenter les prix sur des domaines qui se rétrécissent avec des saisons plus courtes. La tentation d'aller chercher de nouveaux clients pourra sembler une solution.

HA

EN CONCLUSION

Nous saisissons l'occasion pour réaffirmer ici que nous ne demandons pas la fermeture des stations.

Le réaménagement de l'existant dans l'enveloppe d'un domaine skiable semble la moins mauvaise des solutions, sauf si ces travaux sont vraiment trop impactants pour l'environnement. **Et cela semble, quand même, être le cas ici.**

Nous menons une réflexion pour aider à la transition vers un autre modèle économique de moins en moins dépendant du ski et du tourisme de masse.

Nous plaçons, plus généralement, pour une réflexion locale à l'échelle du territoire Maurienne pour une réelle transition des stations de ski, permettant de conserver la vie dans nos villages, sans continuer à croître en détruisant notre environnement et notre biodiversité et surtout sans attendre d'être rattrapés par le réchauffement climatique et les désordres économiques qui ne vont pas manquer de s'amplifier.

L

AA

Monsieur le commissaire enquêteur,

Observateur attentif de l'éco-système des stations de ski depuis plus de 35 ans, permettez moi d'apporter un avis personnel sur les différentes contributions réunies dans le cadre de cette enquête publique. Si mon parcours professionnel m'a permis de découvrir beaucoup de stations, j'ai une affection personnelle pour Val Cenis, où j'ai grandi et où je conserve de nombreuses attaches familiales et amicales. Ce texte est, une occasion unique de répondre aux opposants systématiques aux projets d'aménagement de la montagne.

Ma contribution :

Vous le comprendrez au fil de mes arguments, je suis favorable au maintien d'une activité touristique à Val Cenis. J'ai grandi au pied du Mont-Cenis. J'ai appris à skier sur les pistes vertes de Val Cenis. Je séjourne régulièrement dans la commune pour des raisons professionnelles, pour mes engagements bénévoles, et aussi pour faire du ski.

- Je partage l'avis des contributeurs qui soulignent la longue histoire des habitants de la haute vallée de la Maurienne pour l'accueil des voyageurs et des touristes.

- Je me retrouve dans les souvenirs de celles et ceux qui rappellent que les gens d'ici ont toujours su s'adapter aux évolutions économiques, sociales et sociétales, dans le seul but de continuer à travailler et à vivre « au pays ». L'avènement des sports d'hiver a permis à des générations de montagnards de s'accrocher à la pente, malgré les difficultés géographiques et météorologiques.

- Je m'étonne que les agriculteurs-moniteurs de ski, que les artisans-pisteurs secouristes, que les hôteliers, que les restaurateurs, que les guides en moyenne montagne-conducteurs d'engin de damage ne s'expriment pas en nombre à l'occasion de cette enquête publique. J'ai failli oublier : en ce moment ils sont au travail, pour accueillir les touristes, pour soigner leurs bêtes, pour fabriquer le précieux beaufort et le bleu de Bonneval, pour aménager les appartements à louer l'an prochain à de nouveaux visiteurs... ceux là savent que l'équilibre est fragile entre une saison réussie et une mauvaise saison. Ceux là savent que les recettes d'aujourd'hui et de l'hiver prochain permettront de payer les salariés, d'assumer les charges sociales, de payer les impôts, de participer à la solidarité nationale et de préparer l'avenir.

- Skieur depuis l'enfance, je partage le constat de celles et ceux qui pensent que deux téléskis construits au début des années 1990 ne sont plus à la hauteur des attentes actuelles et qu'un télésiège est un outil mieux adapté à la fidélisation des skieurs et à la conquête de nouveaux pratiquants, en hiver et en été aussi !

Je l'ai écrit plus haut, je suis favorable au maintien d'une activité touristique en montagne, mais pas à n'importe quel prix ! A ce titre, il me semble que Val Cenis devrait être citée en exemple plutôt que d'être prise pour cible (contribution n°85), à grand renfort de généralités pour le moins hors sol.

La commune est la première contributrice foncière du Parc national de la Vanoise.

La commune a abandonné une partie de son territoire pour la création du barrage hydroélectrique du Mont-Cenis.

Plus de 65 % de la commune est classée en espaces protégés ou à vocation environnementale forte. Personne remet en cause le bien-fondé du Parc et tout le monde salue la qualité du mix-énergétique français. En revanche certains osent, à l'occasion de cette enquête publique, remettre en doute l'engagement des habitants de Val Cenis quand il s'agit d'évoquer la possibilité d'une activité basée sur le tourisme au coeur d'une nature encore très bien préservée, à plus de 98 %.

- Permettez moi de m'indigner contre celles et ceux qui se contentent de copier - coller les arguments déjà lus dans d'autres enquêtes publiques, dans d'autres stations, pour s'opposer à d'autres

projets :

« L'intérêt public majeur de cette extension du domaine skiable n'est aucunement évident »

(contribution n°46) Avez-vous bien lu le dossier d'enquête ? Remplacer deux téléskis par un télésiège n'est pas une extension. Améliorer le tracé d'une piste pour des raisons de sécurité et de confort d'usage n'est pas une extension. Certains avis, pourtant favorables au projet, regrettent la perte de la piste du Lac bleu. Étonnante « extension », qui supprime une piste !

« Il est vital pour les générations futures de préserver des zones encore sauvages et vierges »

(contribution n°46) Êtes-vous déjà venu à Val Cenis ? Ici, les villages longent la rivière Arc en fond de vallée, pour couvrir moins de 0,5 % du territoire de la commune, équipements touristiques compris. Ici, le domaine skiable couvre 0,4 % du territoire de la commune... seulement en hiver ! A Val Cenis, vouloir préserver encore plus les zones sauvages (plus de 99 % actuellement), serait mortifère pour les générations futures qui ne pourraient plus vivre et travailler au pays.

« Ces espaces ne peuvent pas être reboisés et sont perdus »

(contribution n°38) Le concept très novateur en France, mais connu en Europe du nord, de cheminement à la cime des arbres « Vanoise expérience » a été réfléchi et dimensionné pour ne pas impacter la forêt du Replat des Canons. Mieux, ce modèle permet de maintenir le flux des touristes dans un périmètre restreint. Les surfaces défrichées pour améliorer le tracé d'une piste (pas pour en créer une !) sont replantées et utilisées en été par les agriculteurs.

La suppression de deux téléskis au profit d'un télésiège permet une diminution de l'impact visuel et une réduction de l'emprise au sol, donc augmente la surface naturelle.

« Ces 24 hectares de terrains artificialisés par les travaux sont autant de puits de carbone détruits »

(contribution n°38) De quoi parlez-vous ? De constructions nouvelles en altitude ? Après travaux, les surfaces seront réensemencées et dédiées à un usage agricole. Certes, la nature de la flore évoluera, mais il s'agira bien d'espaces naturels.

« L'augmentation des possibilités de skier avec ces nouvelles remontées mécaniques et ces nouvelles pistes vont entraîner une augmentation du nombre de skieurs »

(contribution n°38) Argument utilisé de manière systématique dans toutes les stations, pour s'opposer à n'importe quel projet... s'appuyant ici sur un préalable erroné. Le projet présenté porte sur un aménagement de l'existant, pas sur une extension.

« Les vacanciers l'hiver qui viennent de plus en plus loin, souvent en avion, auront besoin de nouveaux logements. Ces transports, par avion ou voiture le plus souvent, ces constructions de nouveaux logements, vont entraîner à leur tour de fortes émissions de GES »

(contribution n°38) Argument utilisé de manière systématique dans toutes les stations, pour s'opposer à n'importe quel projet... s'appuyant ici sur un préalable erroné. Le projet présenté ne concerne pas la construction de nouveaux hébergements et je vous renvoie quelques lignes plus haut concernant le niveau d'urbanisation de la commune de Val Cenis.

« En ce qui concerne les habitants et les travailleurs de la station. La commune devrait faire porter ses efforts sur la reconversion de toutes celles et tous ceux qui travaillent dans l'industrie du ski »

« Sortir du "toujours plus", "toujours plus vite" et des valeurs consuméristes basées sur l'insatisfaction »

(contribution n°38) (contribution n°85) Arguments utilisés de manière systématique dans toutes les stations, pour s'opposer à n'importe quel projet... validant dans le cas précis de Val Cenis une méconnaissance du tissu local et des enjeux économiques.

Ici, « l'industrie du ski » est une Société d'économie mixte (SEM), majoritairement détenue par la collectivité. Elle emploie plus de 180 salariés chaque hiver, dont une majorité vivent sur le territoire

m

à l'année. Les bénéfices générés par l'exploitation des remontées mécaniques sont réinvestis sur le territoire, pour la modernisation et la maintenance du parc et pour la diversification des activités. Ne vous en déplaise, vous devrez chercher ailleurs des dividendes qui partiront vers des paradis fiscaux !

Comme vous n'êtes pas à un paradoxe près, vous expliquez un peu plus loin que le modèle peut perdurer pendant « **deux ou trois décennies** ». Quel modèle économique actuel a une vision aussi longue ? Pas l'industrie automobile ! Pas l'agriculture ! Pas les nouvelles technologies ! Pourtant, vous n'appellez pas tous les ouvriers, tous les agriculteurs, tous les ingénieurs à s'engager dans une reconversion qui concernera la prochaine génération ou la suivante.

« Les enquêtes d'opinion montrent que les touristes veulent aller dans une montagne préservée. La randonnée à pied, le ski de fond, la randonnée en peaux de phoque, le ski-alpinisme, la raquette, le VTT, devraient être développés bien plus dans les prochaines années »

« Nous plaçons, plus généralement, pour une réflexion locale à l'échelle du territoire Maurienne pour une réelle transition des stations de ski »

(contribution n°38) (contribution n°85) Arguments utilisés de manière systématique dans toutes les stations, pour s'opposer à n'importe quel projet... validant dans le cas précis de Val Cenis une méconnaissance de la réalité : Déjà écrit plus haut, 45 % du foncier de la commune est dans le périmètre du Parc national de la Vanoise et près de 99 % du territoire n'est pas urbanisé.

Ici, « l'argent du ski » participe au dynamisme du territoire et à sa transition... répondant ainsi aux « enquêtes d'opinion ».

L'été, la SEM de Val Cenis fait vivre la base nautique du Mont Cenis.

L'été, la SEM de Val Cenis ouvre les remontées mécaniques aux marcheurs, aux randonneurs, aux VTT.

Avec son projet « Vanoise Expérience » que vous combattez, la SEM de Val Cenis propose une autre manière d'aborder la moyenne montagne, dans un périmètre fixé et en toute sécurité, quel que soit son niveau physique et sportif, sans emprise majeure sur la nature.

L'été, la SEM de Val Cenis apporte de l'activité aux entreprises locales pour la maintenance de ses équipements et pour la modernisation de son domaine skiable.

Concernant le développement de la randonnée en peau de phoque ou du ski alpinisme.

Réfléchissons ensemble !

Vous fermez les stations de ski, mais vous continuez à skier !

Comment fait-on pour skier en haute montagne, sur des neiges non damées, sans avoir été formé ?

Et qu'en est-il du respect de la nature, de la protection des animaux en hiver si chacun va où bon lui semble... jusqu'au cœur du Parc national de la Vanoise ?

Je n'ose pas imaginer que vous parlez au présent, au service d'une élite qui aurait appris à skier dans les stations et qui pourrait profiter d'une montagne désertée en toute quiétude !

Je fais le pari d'une vallée qui saura prendre en main son destin, pour peu que des bien-pensants peu au fait des réalités locales ne participent pas à la destruction anticipée d'un modèle qui fonctionne.

Oui ! Le modèle touristique va évoluer.

Oui ! Les montagnards doivent se préparer à une évolution.

Ils ont la chance de pouvoir l'aborder sur le long terme.

Ici, le mouvement a déjà débuté... depuis des centaines d'années.

Vallée de passage, la Haute Maurienne a toujours su évoluer et se réinventer :

- Quand le train a dérouté les voyageurs du col du Mont-Cenis.
- Quand la fin des travaux du barrage du Mont-Cenis menaçait de vider les villages
- Quand le percement du tunnel routier du Fréjus a dérouté les camions de marchandises.

...

MA

Vouloir ériger en dogme la fin du ski partout en France n'autorise pas à tordre le cou à la réalité. Réalité qu'il est aisée de constater en étudiant avec une certaine objectivité les dossiers mis à votre disposition, ou en venant rencontrer les acteurs de terrain. Les oppositions farouches et systématiques peuvent avoir un effet négatif sur une cause que nous sommes nombreux à partager : léguer aux générations futures une planète où il sera possible de vivre et de travailler.

Patrick Plaisance

Originaire de Val Cenis - Lanslebourg

Co-auteur du livre « Val Cenis 50 ans d'aventures humaines »

HA

Not

Val-Cenis Sollières-Sardières, le 1^{er} août 2025

Monsieur le commissaire enquêteur,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-après ma contribution à l'enquête publique portant sur le **projet de restructuration et de diversification du domaine skiable de Val-Cenis** pour sa phase 2.

Celle-ci portera principalement sur les aspects socio-économiques du projet et s'inscrira dans le prolongement de mes contributions de l'an dernier sur la phase 1.

Il conviendra qu'il n'a pas été aisé de trouver son chemin dans la complexité de la documentation, ni dans les différentes modalités de consultation du public, par le choix opéré par le porteur de projet à coupler cette enquête publique d'une procédure de révision du PLU de la commune associée de Lanslebourg.

La réponse à l'avis de la MRAe (p4) 5-NOTE RÉPONSE MRAE 17-06-2025 – « *L'Autorité environnementale recommande, pour la bonne compréhension du public et la transparence de la démarche, d'expliquer les raisons du recours à deux modalités différentes de consultation du public et non pas à une modalité commune, pour le projet et la mise en compatibilité du PLU* » m'a semblé bien confuse et ne contribue pas à la transparence de la démarche.

Afin d'étayer mon propos, celui-ci sera fondé sur les documents suivants :

1. Le récent rapport de la Chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes - SEM Val-Cenis (12 janvier 2024) : <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-01/ARA202384.pdf>
2. L'avis de la MRAe portant sur la phase 1 pièce 3-Avis MRAE DS Val-Cenis 2024.pdf
3. Le document « **Commune de Val-Cenis – DPMEC n°2** » – répertorié dans la section 3 : **dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU de Lanslebourg** 1. RAPPORT DE PRÉSENTATION DP MEC PLU
4. Les rapports annuels au concédant : Rapport d'activité exercice clos 30_09_24 avec annexes_version finale.pdf et exercice clos en 2022

Il est rassurant de noter que l'exercice clos en 2024 de la SEM affiche des résultats économiques en amélioration.

Mais comme le reconnaît le rapport annuel au concédant clos en 2024 « **Le CA connaît une forte hausse (+12.6 %) à pondérer avec une augmentation moyenne des forfaits de 8 % mais en adéquation avec l'augmentation de la fréquentation (+ 3.9 %)** »

Or, comme l'indique la Cour des comptes « *La station dispose [...] d'une marge de manœuvre tarifaire limitée pour augmenter ses recettes en vue de ses investissements futurs, d'autant plus dans le récent contexte de retour de l'inflation.* » cf. CCC - 4.2.1.3.- page 45 (numérotée 41)

La hausse du chiffre d'affaires (vente de forfaits) est, pour l'instant, en phase avec les hausses successives des tarifs pratiqués : le forfait 1 jour (adulte) a augmenté de +23% entre les saisons 2016-2017 et 2022-2023 pendant que le forfait 6 jours augmentait dans le même temps de +16,3%.

Dans le même temps, le nombre de journées skieurs à 735 034 (en 2024) rattrape (+1%) le niveau de 2017 qui s'établissait alors à 728 007.

Toutes choses étant égales par ailleurs, si la sensibilité au prix du forfait venait à évoluer défavorablement, quel serait l'impact sur les équilibres financiers d'une baisse significative du nombre de journées skieurs ?

Le projet de restructuration du domaine de Val Cenis démontre qu'il va en coûter de plus en plus cher à collectivité pour essayer de maintenir ou de préserver un niveau d'activité stable autour du ski.

Le porteur du projet met en avant les retombées économiques (sommes des dépenses des clients).

ma

Dans le document « **Commune de Val-Cenis – DPMEC n°2** » – répertorié dans la section 3 : **dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°2 du PLU de Lanslebourg** 1. RAPPORT DE PRÉSENTATION DP MEC PLU ont peut ainsi lire en page 9 que

« *Les retombées économiques du tourisme sont estimées à l'année autour de 110M€ (2024).* »

La répartition est de 18 millions d'euros en été et de 92 millions d'euros en hiver.

Dans cette même section, nous pouvons lire avec intérêt que dans la rubrique des faiblesses :

« *Modèle court séjour qui prend de l'ampleur avec une diminution d'engagement des forfaits ski (moins de 6 jours) et une baisse de la durée de séjour* ».

En page 10 de ce même document, il est explicitement indiqué que

« **Un modèle économique à travailler :**

Pour la saison d'hiver 2024 à Val Cenis, 20 % de la clientèle provenait de l'étranger, ce qui rend la destination dépendante de cette clientèle spécifique. Il est donc crucial de prendre en compte les problématiques de marché, ainsi que les enjeux environnementaux afférents.

Les objectifs environnementaux nationaux, fixés sur une décennie, remettent en question le modèle économique actuel, qui repose sur l'augmentation du nombre de lits. »

Il est intéressant de noter que nous ne pouvons que souscrire à ce constat qui semble malgré tout en contradiction avec les actions de communication telles que mentionnées dans le rapport annuel d'activité 2024 où nous pouvons lire en page 3 que la stratégie de communication repose sur le :

« *Déploiement d'un dispositif de communication digitale pour le lancement des ventes à partir du 19 juin. Les marchés ciblés sont les suivants : France, Belgique, Royaume-Uni, Pays-Bas.* »

Dans son analyse financière de la SEM Val-Cenis (2016-2017 à 2021-2022), la Cour des comptes note que « *pour 100 € rapportés, l'activité ne génère au final que 1,73 € de bénéfice sur l'exploitation, ce qui indique une marge de rentabilité extrêmement contrainte de nature à interroger sur la solidité du modèle économique actuel avec des conditions d'exploitation futures qui pourraient se dégrader.* » cf. CCC - 4.2.1.2 - page 45 (numérotée 41)

Le porteur de projet n'est pas du même avis et communique ouvertement sur des retombées économiques plus importantes et produit un tableau détaillant sa répartition (cf page 13).

En page 34 du même document, à la section **2.1.3.3 Intérêt socio-économique des projets**, nous pouvons lire que :

« que pour un Euro dépensé pour les remontées mécaniques, six Euros sont dépensés sur la station en général pour d'autres prestations. »

Un simple calcul ne permet malheureusement pas de valider cette affirmation : si l'on considère seulement la période hivernale, le rapport du total des autres rubriques / total remontées mécaniques soit 72,997m€ / 18,574 m€ donne un rapport de 1 à 3,93.

Ce qui n'est déjà pas mal mais qu'il convient de mettre en balance avec les lourds investissements qu'il faudra encore et toujours consentir avec un aléa climatique toujours plus grand.

La cour des comptes ne doit pas autre chose lorsqu'elle indique que *« si le domaine skiable lui rapporte beaucoup, il lui coûte également beaucoup, cette société ayant ainsi réinvesti 33 M€ sur la période sous revue, soit la moitié des 66 M€ de chiffre d'affaires gagnés dans ce même intervalle de temps. Au point que cette société a affiché sur la période des résultats courants avant impôts négatifs sur trois saisons consécutives (2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020), laissant indiquer une réelle fragilité de ce point de vue, a fortiori dans des conditions d'exploitation futures dégradées. »* cf. CCC - page 48 (numérotée 44)

Dans le même temps, nous constatons une très forte hausse des coûts énergétiques de la SEM Val Cenis : les coûts d'électricité ont, par exemple, presque doublé à +93% entre 2022 (556 114€) et 2024 (1 074 235€).

Or dans son avis de 2024, la MRAe soulève que :

« la consommation d'énergie va augmenter de « + 65 % par rapport à la situation actuelle » soit « 2 633 520 kWh/an pour l'exploitation des nouveaux appareils (Télesiège des Roches- blanches, du Grand coin, le télécombi de la Ramasse et le téléphérique de la Turra). [...] Les consommations électriques du projet global de restructuration sont estimées à 3 598 320 kWh/an soit une augmentation de + 21 %. » cf. MRAe 2024 - page 34

Ces éléments ne sont pas de nature à nous rassurer quant à l'avenir d'un modèle économique qui repose encore lourdement sur la neige et notamment sa production.

Pourtant, parmi les principales motivations des clients de Val Cenis, il ressort qu'à 50% ils viennent (déjà) pour le domaine skiable, à 49% pour le caractère familial de la station.

L'enneigement arrive loin derrière avec 19% (source rapport annuel au concédant 2024) mais cet item à plus que doublé par rapport à 2022 où il ressortait pour 8% des motivations.

Ainsi, dans un contexte de forte concurrence et de réchauffement climatique, une clientèle de plus en plus aisée et plus rare, devra être captée pour nourrir l'économie locale.

Si la rénovation du matériel ancien se comprend bien, les développements et investissements vers toujours plus de production de neige artificielle ne me semblent pas pérenne.